



ENERGIE

Pantin, mars 2013

Pour une transition efficace et sociale

Nous plaidons pour une période de transition dont la durée va dépendre des succès rencontrés pour maîtriser le risque climatique. Rien n'est d'avance gagné et il serait vain de croire qu'il s'agit de remplacer des énergies fossiles carbonées et nucléaires par celles du végétal, du vent, de la mer et du soleil. Substitutions désirables mais progressives, aujourd'hui bien marginales et pour longtemps. Rien n'est écrit dans un monde très inégalitaire qui va accueillir 2 milliards d'êtres humains supplémentaires justement dans les pays qui souffrent le plus. La décroissance de la demande globale en énergies n'est pas à l'ordre du jour. La simplification des problématiques serait dangereuse et stérile. Il est vain de les réduire à des données techniques même si elles sont importantes.

Pour beaucoup la transition énergétique est l'entrée dans un monde magique des énergies renouvelables. Les éoliennes nappent le territoire et ensevelissent l'analyse. Et pourtant le politique dans sa grande majorité, les forces économiques et financières dans leur totalité, ont cru longtemps possible de faire perdurer sans dommage une organisation sociétale basée, entre autres mais pas seulement, sur la cueillette des énergies fossiles carbonées. Quid en particulier des inégalités sociales ? Au-delà du constat de l'absence d'avenir de ce système, les choses sont-elles réellement en train de changer ? La notion de transition énergétique peut-elle consensuelle ?

Pour d'autres dont nous sommes, c'est le temps nécessaire pour gommer des ornières anciennes tout en inventant de nouvelles pratiques, de nouveaux outils, de nouveaux rapports sociaux... Non pas comme un a priori mais comme les incontournables conditions pour dénouer l'inexorable crise sociétale et ressourcer notre lien avec la Nature. C'est le temps de l'action... C'est mettre progressivement mais résolument les énergies fossiles carbonées de côté pour respecter le climat. Atténuer l'amplitude de son changement et s'adapter à celle que nous n'aurons pas su empêcher, voilà la question essentielle et primordiale.

Pour notre pays, cette période de transition énergétique devrait s'appuyer sur une alliance, pouvant d'ailleurs être limitée dans le temps, entre le nucléaire et l'ensemble des énergies renouvelables, accompagnée de la rénovation des politiques de service public, curatives et préventives, autour de six priorités:

- actions pour construire le confort thermique du parc ancien de logements et de bureaux

- actions pour diminuer la place de l'automobile dans les déplacements courts, construire une mobilité multimodale de proximité et réaménager les territoires
- actions pour purger le dispositif de production d'électricité et de chaleur des énergies fossiles carbonées
- création d'activités économiques durables, industrielles et agricoles, notamment à partir de ressources renouvelables de proximité
- actions internationales pour la sécurité nucléaire
- actions pour un développement partagé sur la base d'un droit à l'énergie international

Cette alliance peut paraître provocatrice. Pourquoi prendre le risque de la formuler ? Tout simplement parce que l'atteinte des objectifs de Grenelle pour l'éolien et le photovoltaïque ne donnerait qu'une part marginale de notre consommation électrique avec des effets économiques et environnementaux négatifs si les conditions actuelles de leurs productions sont maintenues. Dans notre pays, le nucléaire peut seul maintenir un niveau absolument nécessaire de production sans effet sur le climat. La transition énergétique doit permettre de recadrer les productions renouvelables pour les rendre socialement et environnementalement supportables, de développer la recherche, notamment sur le stockage de masse de l'électricité. Les augmentations annoncées de plus de 30% du prix de l'électricité ne sont pas justifiables.

Pourquoi des politiques publiques ? Nous pensons service public et action collective plutôt que taxe, sanction et police; intérêt général-responsabilité individuelle plutôt que vertu-punition. L'action publique doit être d'autant plus forte que l'héritage est lourd. Une somme de 400 à 600 milliards devra être mobilisée pour rénover le parc bâti. Il faut parallèlement rapiécer des territoires distendus, troués, délaissés, construire de nouvelles mobilités, relocaliser des activités.... Réussir cette transition énergétique, c'est donner aux générations futures, vers 2030 – 2035 si tout va bien, un monde apaisé et moins inégalitaire, un climat aux transformations maîtrisées, le choix des modes futurs de production des énergies donc de la place possible et souhaitable du nucléaire.